



Public Safety
Canada

Sécurité publique
Canada

Attitudes à l'égard de la sensibilité aux préjugés, de la diversité et des identités dans le domaine de la sécurité nationale et des forces de l'ordre

RÉSUMÉ

Préparé à l'intention de Sécurité publique Canada

Nom du fournisseur : Environics Research

Numéro de contrat : OD160-213591/001/CY

Valeur du contrat : 114 512,83 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution des services : 2020-12-10

Date de livraison : 2021-03-31

Numéro d'enregistrement : ROP 080-20

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Sécurité publique Canada à l'adresse :

ps.communications-communications.sp@canada.ca

This summary is also available in English.

Attitudes à l'égard de la sensibilité aux préjugés, de la diversité et des identités dans le domaine de la sécurité nationale et des forces de l'ordre

Préparé à l'intention de Sécurité publique Canada par Environics Research

Nom du fournisseur : Environics Research

Mars 2021

Permission de reproduire

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Sécurité publique Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Sécurité publique Canada à l'adresse : ps.communications-communications.sp@canada.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre de Services publics et Approvisionnement Canada, 2021.

Nº de catalogue : PS4-278/2021F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-38223-4

This summary is also available in English under the title *Attitudes towards Bias Sensitivity, Diversity, and Identity in National Security and Law Enforcement*

Résumé du rapport

Contexte et objectifs

L'un des principaux rôles du gouvernement consiste à assurer la sécurité nationale de sa population et à veiller à l'application de la loi. Ces fonctions doivent toutefois être assumées en tenant compte des droits de la personne et des enjeux liés à la sensibilité aux préjugés, à la diversité et aux identités (SPDI). Plusieurs sous-groupes de la population canadienne (y compris les non-citoyens) ont pu vivre des expériences précises et rencontrer des problèmes relativement aux activités de sécurité nationale et d'application de la loi. Sécurité publique Canada devait donc réaliser une étude quantitative afin de recueillir des données qui lui permettraient de mieux évaluer la façon dont les Canadiens et Canadiennes perçoivent les enjeux liés à la SPDI dans les politiques, les programmes et les activités de sécurité nationale et d'application de la loi et de relever les opinions de la population quant aux façons de renforcer la prise en compte des enjeux de SPDI dans le contexte de la sécurité nationale et de l'application de la loi.

La recherche sur l'opinion publique servira à comprendre les opinions et les préoccupations de la population générale du Canada à l'égard des pratiques actuelles, des lacunes et des possibilités pour renforcer la prise en compte de la sensibilité aux préjugés, de la diversité et des identités dans les politiques, les programmes et les activités de sécurité nationale et d'application de la loi. Il s'agit d'une occasion de recueillir et d'analyser les données accessibles sur l'opinion publique dans le domaine de la sécurité nationale et de l'application de la loi afin de consolider les capacités du ministère et d'appuyer l'élaboration de politiques basées sur des données probantes. L'étude n'a pas appliqué une analyse intersectionnelle, qui aurait pris en compte l'impact de la combinaison de multiples facteurs identitaires pour comprendre les opinions de certains sous-groupes de Canadiens.

Le projet de recherche a été commandé pour atteindre les principaux objectifs suivants :

- Dresser le portrait de l'état actuel de l'opinion publique au Canada à l'égard d'enjeux liés à la sécurité nationale et à l'application de la loi, en s'attardant plus précisément à la sensibilité aux préjugés, à la diversité et aux identités. Cet objectif englobe notamment les aspects suivants :
 - Connaissances et perceptions de l'état actuel de la sécurité nationale du Canada et des menaces perçues à son endroit.
 - Préoccupations et perceptions quant à la prise en compte de la sensibilité aux préjugés, de la diversité et des identités par le gouvernement dans le contexte de la sécurité nationale et de l'application de la loi.
 - Connaissances et perceptions de la formation sur la sensibilisation aux préjugés et sur la diversité offerte au personnel chargé de la sécurité nationale.
 - Interactions avec les organismes de sécurité nationale et perceptions en matière de préjugés.
 - Attitudes à l'égard de la sensibilité aux préjugés et de la diversité dans l'optique de l'application de la loi et des services de police locaux.
 - Opinions à l'égard des politiques actuelles de sécurité nationale et d'application de la loi afin de cerner les lacunes et les points à améliorer.
 - Fournir des données permettant de cerner les lacunes sur le plan des connaissances afin d'améliorer les politiques, les programmes et les activités de sécurité nationale et d'application de la loi.
 - Déterminer la façon dont des sous-groupes clés de la population canadienne perçoivent les enjeux relatifs à la sensibilité aux préjugés et à la diversité dans le contexte de la sécurité nationale et de l'application de la loi.

Méthodologie

La recherche consistait en un sondage quantitatif en ligne de 12 minutes mené auprès de 2 590 Canadiens âgés de 18 ans et plus. Le sondage a été mené du 5 au 25 février 2021. Les répondants au sondage ont été sélectionnés à partir d'une liste de membres inscrits à un panel en ligne. Puisque les échantillons utilisés dans les enquêtes par panel en ligne sont basés sur le libre choix et non sur un échantillon probabiliste aléatoire, aucune estimation formelle de l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée. Les répondants au sondage en ligne ont été sélectionnés à partir du panel de Delvinia *Qu'en pensez-vous* et de son pendant anglophone *Asking Canadians*, qui ont permis de générer un échantillon de grande taille représentatif de tous les groupes d'intérêt. Bien que les panels à participation volontaire ne soient pas des échantillons probabilistes tirés au hasard, les sondages en ligne peuvent être utilisés auprès de la population générale et de sous-groupes, pour autant qu'ils soient conçus adéquatement et qu'ils fassent appel à un panel bien géré comptant un grand nombre de personnes.

Outre la population générale du Canada, des segments précis ont été ciblés, car ils revêtaient un intérêt particulier dans le cadre sondage. Pour assurer la diversité au sein de l'échantillon, les responsables de la collecte de données ont veillé à ce qu'au moins 200 sondages soient menés auprès de personnes s'identifiant comme membre de chacun de ces huit segments :

- Autochtones (membres des Premières Nations, Métis, Inuits, etc.) : n = 203
- Personnes racisées, y compris les membres des communautés suivantes :
 - Noirs (Africains, Afro-Antillais, Afro-Canadiens, etc.) : n = 218
 - Asiatiques du Sud (Indiens, Pakistanais, Bangladais, Sri Lankais et Indo-Caribéens) : n = 233
 - Asiatiques de l'Est et du Sud-Est (Chinois, Coréens, Japonais, Philippins, Vietnamiens, etc.) : n = 270
 - Asiatiques du Moyen-Orient ou de l'Ouest (Arabes, Nord-Africains, Iraniens, Afghans, Turcs, etc.) : n = 221
- Nouveaux immigrants (arrivés au Canada au cours des cinq dernières années) : n = 208
- Personnes en situation de handicap : n = 286
- Canadiens à faible revenu (revenu personnel annuel de moins de 30 000 \$ pour les personnes célibataires ou revenu du ménage inférieur à 40 000 \$ pour les membres d'un ménage composé de plus d'une personne) : n = 323

Valeur du contrat

La valeur du contrat pour ce projet de recherche s'élève à 114 512,83 \$ (TVH incluse).

Principales constatations

La sécurité nationale au Canada

En général, la plupart des Canadiens n'ont pas l'impression d'être bien informés quant aux mesures gouvernementales visant à protéger la sécurité nationale, mais la majorité est d'avis que le gouvernement du Canada fait au moins un travail passable à cet égard. Voici les principales constatations effectuées :

- Deux Canadiens sur dix estiment être bien informés des mesures que le gouvernement du Canada prend pour assurer la sécurité nationale.
- Quatre Canadiens sur dix sont d'avis que le gouvernement fédéral accomplit un bon ou un excellent travail pour ce qui est de protéger notre sécurité nationale.
- Quatre Canadiens sur dix considèrent que le Canada est à l'abri des menaces à sa sécurité nationale.
- Les cybermenaces, l'extrémisme de droite et les menaces économiques sont les menaces à la sécurité nationale qui préoccupent le plus les Canadiens.

- Le quart des Canadiens sont convaincus que les mesures que prend le gouvernement du Canada seront efficaces pour prévenir et enrayer la radicalisation menant à la violence.
- Les Canadiens connaissent davantage la Gendarmerie royale du Canada (GRC), l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), le ministère de la Défense nationale (MDN) et le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). Les autres organismes veillant à la sécurité nationale sont moins bien connus.
- Quatre Canadiens sur dix accordent une grande confiance aux organismes de sécurité nationale du Canada lorsqu'il est question de protéger la population contre les menaces à la sécurité nationale et de réagir à celles-ci de manière appropriée. Les Canadiens font moins confiance à ces organismes pour ce qui est d'embaucher des cadres supérieurs représentant la diversité de la population et de ne pas laisser de préjugés guider leurs interactions avec des personnes d'origines variées.

La sécurité nationale au Canada

Les préjugés au sein du personnel des organismes de sécurité nationale constituent une source de préoccupation pour bon nombre de personnes au sein de la population. Au moins le tiers des Canadiens se disent inquiets des préjugés entretenus à l'endroit de groupes précis, des erreurs commises en raison de présomptions basées sur différentes races ou des stéréotypes problématiques au sein des organismes de sécurité nationale. Voici les principales constatations effectuées :

- Plus du tiers des Canadiens sont préoccupés par la possibilité que le personnel chargé de la sécurité nationale nourrisse des préjugés envers certains groupes précis, que les mesures de sécurité aillent à l'encontre des droits de la personne ou que les politiques en matière de sécurité nationale ciblent injustement des personnes appartenant à certaines communautés.
- Quatre Canadiens sur dix craignent que le personnel chargé de la sécurité nationale laisse passer ou exagère d'éventuelles menaces à la sécurité en raison de présomptions ou de stéréotypes quant à l'origine ethnique, à la nationalité ou au pays de naissance.
- Deux Canadiens sur dix estiment que les préjugés et les stéréotypes entretenus par le personnel chargé de la sécurité nationale du Canada constituent un grave problème, et quatre sur dix jugent qu'il s'agit d'un problème assez présent.
- Plus de six Canadiens sur dix estiment important que les organismes de sécurité nationale du Canada embauchent des personnes présentant des caractéristiques personnelles variées.

La plupart des Canadiens se disent favorables à la formation sur la sensibilisation aux préjugés offerte au personnel chargé de la sécurité nationale, et la majorité des gens sont au moins plutôt convaincus qu'une telle formation réussira à atténuer les préjugés.

- Les deux tiers des Canadiens supposent que le personnel chargé de la sécurité nationale suit une formation contre les préjugés, la sensibilisation aux cultures ou la diversité avant d'interagir avec des personnes appartenant à différents milieux et à différentes communautés.
- Plus de sept Canadiens sur dix estiment important que le personnel chargé de la sécurité nationale du Canada suive une formation contre les préjugés.
- Plus de sept Canadiens sur dix se disent au moins plutôt convaincus que la formation contre les préjugés et la diversité réussira à atténuer l'incidence des préjugés sur le travail des organismes de sécurité nationale.

La plupart des Canadiens n'ont jamais interagi personnellement avec un organisme de sécurité nationale. Ceux qui ont déjà eu de telles interactions tendent à qualifier celles-ci de positives.

- Un peu plus de deux Canadiens sur dix disent avoir déjà eu des interactions liées à la sécurité nationale. Ces interactions ont le plus souvent eu lieu avec l'ASFC ou la GRC.

- La majorité des personnes ayant déjà interagi avec un agent de la sécurité nationale disent que leur interaction était positive.
- Des personnes ayant déjà interagi avec un organisme de sécurité nationale, 8 % ont l'impression d'avoir été traitées différemment ou d'avoir subi de la discrimination en raison de leurs caractéristiques personnelles.

Les services de police et l'application de la loi au Canada

Les Canadiens ont des opinions partagées sur leur service de police local; la capacité de celui-ci à protéger les communautés est bien perçue, mais tous les autres aspects évalués sont considérés de façon moins positive. La majorité des gens considèrent que les préjugés au sein des services de police constituent au moins un problème assez présent, mais la plupart estiment aussi que le budget des forces de l'ordre doit au moins être maintenu. Voici les constatations observées :

- Plus de six Canadiens sur dix estiment que leur service de police local fait du bon travail pour ce qui est de protéger leur communauté. Un peu moins de la moitié des gens sont de cet avis pour ce qui est de recourir à la force seulement en cas de nécessité, de traiter les gens de manière impartiale, sans égard à leur identité de genre ou à leur orientation sexuelle et de se montrer respectueux des différentes cultures.
- Les services de police locaux sont perçus moins favorablement lorsqu'il est question de traiter les gens de manière impartiale, sans égard à leur race, ou d'embaucher suffisamment de policiers de diverses origines.
- Les préférences des Canadiens sont partagées en matière de modèle de financement des services de police. Dans des proportions presque égales, les Canadiens estiment que le budget des services de police et le nombre de policiers doivent être soit augmentés, soit maintenus aux niveaux actuels, soit réduits en réaffectant les fonds aux services sociaux.
- Trois Canadiens sur dix sont d'avis que les préjugés dans le maintien de l'ordre et l'application de la loi constituent un grave problème, et quatre autres personnes sur dix considèrent qu'il s'agit d'un problème assez présent.
- Trois Canadiens sur dix ont eu des interactions avec les services de police au cours des cinq dernières années, et la plupart d'entre eux disent que ces interactions étaient positives. Un peu moins de deux personnes sur dix ayant eu des interactions avec les services de police ont eu une expérience négative et estiment avoir été traitées différemment en raison de leurs caractéristiques personnelles.
- Le tiers des Canadiens sont convaincus que la formation contre les préjugés et la diversité permettra de réduire l'incidence des préjugés sur le travail des policiers et quatre autres personnes sur dix sont assez confiantes à ce sujet.
- Plus du tiers des Canadiens sont d'avis que le port obligatoire d'une caméra corporelle devrait être une priorité absolue afin de réduire les préjugés au sein des forces de police locales. Trois autres personnes sur dix estiment que la priorité devrait être accordée à la formation sur la sensibilisation aux préjugés ou à l'embauche d'un plus grand nombre de policiers issus de communautés diversifiées.

Attitudes des personnes racisées et des Autochtones

- Les personnes qui s'identifient comme noires ou asiatiques du Moyen-Orient ou de l'Ouest sont plus susceptibles de considérer qu'elles sont bien informées des mesures prises par le gouvernement en matière de sécurité nationale, que le gouvernement fait du bon travail pour ce qui est d'assurer la sécurité nationale et que le Canada est à l'abri des menaces à la sécurité nationale. Les immigrants arrivés au pays au cours des cinq dernières années et les membres d'autres groupes racisés ont aussi davantage tendance à considérer que le Canada est à l'abri de telles menaces.
- En ce qui concerne les menaces précises à la sécurité nationale, l'extrémisme de droite préoccupe particulièrement les personnes qui s'identifient comme noires, sud-asiatiques ou asiatiques du Moyen-Orient ou de l'Ouest.

- Les personnes qui s'identifient comme sud-asiatiques ou asiatiques du Moyen-Orient et de l'Ouest et les immigrants arrivés au pays au cours des cinq dernières années accordent une confiance beaucoup plus grande aux organismes canadiens de sécurité nationale en ce qui a trait à tous les aspects mentionnés. En revanche, les personnes qui s'identifient comme autochtones font moins confiance aux organismes en ce qui a trait à chacun des aspects. Les personnes qui s'identifient comme noires affichent un niveau de confiance particulièrement faible pour ce qui est de la capacité des organismes de sécurité nationale de ne pas laisser de préjugés guider leurs interactions avec des personnes d'origines variées et de représenter la diversité du pays en embauchant des cadres supérieurs issus de la diversité.
- Les personnes qui s'identifient comme noires se préoccupent beaucoup plus de la possibilité que le personnel chargé de la sécurité nationale nourrisse des préjugés ou que les politiques en matière de sécurité nationale ciblent injustement certaines communautés. Elles sont aussi beaucoup plus susceptibles de considérer que les préjugés et les stéréotypes constituent un grave problème au sein des organismes de sécurité nationale.
- Les personnes nées à l'étranger et celles qui s'identifient comme noires, sud-asiatiques ou asiatiques du Moyen-Orient ou de l'Ouest trouvent particulièrement important que le personnel des organismes de sécurité nationale suive une formation sur la sensibilisation aux préjugés.
- Ceux qui s'identifient comme sud-asiatiques ou noirs, ceux qui parlent une autre langue que le français ou l'anglais à la maison et ceux qui sont nés à l'étranger sont davantage convaincus que la formation sur la sensibilisation aux préjugés réussira à atténuer l'incidence des préjugés sur le travail des organismes de sécurité nationale.
- Les personnes qui s'identifient comme noires, sud-asiatiques, asiatiques du Moyen-Orient ou de l'Ouest ou autochtones et qui ont déjà interagi avec des organismes de sécurité nationale sont plus susceptibles d'estimer avoir été traitées différemment ou subi de la discrimination.
- Les personnes qui s'identifient comme noires, asiatiques du Moyen-Orient ou de l'Ouest ou autochtones sont plus susceptibles d'avoir eu des interactions avec les services de police au cours des dernières années. Les personnes noires sont beaucoup plus nombreuses à indiquer que leurs interactions avec les forces de l'ordre ont été négatives et qu'elles ont subi de la discrimination.
- Les personnes qui s'identifient comme noires ou autochtones sont plus susceptibles d'avoir une opinion négative de leur service de police local pour ce qui est de traiter les gens de manière impartiale, sans égard à leur race ou à leur origine ethnique, et de représenter la communauté en embauchant suffisamment de policiers d'origines diversifiées.
- L'opinion selon laquelle les préjugés au sein des services de police constituent un grave problème est particulièrement répandue chez les personnes qui s'identifient comme noires. Cette opinion est aussi largement partagée par les personnes qui s'identifient comme autochtones ou sud-asiatiques. Les personnes qui s'identifient comme noires sont aussi plus susceptibles que les autres de souhaiter que le budget des services de police soit réduit.

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.



Derek Leebosh
Vice-président, Affaires publiques
Environics Research Group
derek.leebosh@environics.ca
416 820-1963

Nom du fournisseur : Environics Research Group

Numéro de contrat de SPAC : OD160-213591/001/CY

Date du contrat initiale : 2020-12-10

Pour de plus amples renseignements, veuillez écrire à l'adresse : ps.communications-communications.sp@canada.ca.